

EL TARF

Les dommages collatéraux des travaux de l'autoroute Est-Ouest

Le tronçon de l'autoroute Est-Ouest dans la wilaya d'El-Tarf est long de 87,6 km et est très difficile de par la nature du sol et son relief montagneux. Les délais de réalisation sont dépassés de plus de deux années.

Dans une pétition adressée au ministre du Travaux publics ainsi qu'aux autorités locales, dont une copie nous a été adressée, les 86 familles de la cité Sidi-Tahar sise dans la commune de Besbès, dénoncent le peu de crédit donné ou plutôt l'indifférence manifestée par l'entreprise COOJAL quant à la satisfaction de leur principale revendication concernant la cessation des travaux sur le tronçon, qui jouxte leurs habitations, de l'autoroute Est-Ouest. Selon la pétition, «lesdites habitations, dont l'âge ne dépasse guère les dix années, accusent à cause de l'utilisation quotidienne d'explosifs (TNT) des lézardes sur les murs et des fissures au niveau



Photo : DR

Les déflagrations intenses ont endommagés les habitations alentours.

des plafonds et des poteaux, visibles, par ailleurs, à l'œil nu».

«Les déflagrations intenses ont complètement détruit nos maisons et nous demandons aux autorités d'intercéder auprès du consortium japonais pour l'arrêt des travaux au plus vite», est-

il écrit. Il faut savoir que la cité en question, mitoyenne avec l'autoroute, est située sur un flanc de montagne et surplombant, par ailleurs, le centre-ville de la commune de Besbès. Pour rappel, le tronçon de l'autoroute Est-Ouest dans la wilaya d'El-Tarf est long

de 87,6 km et est très difficile de par la nature du sol et son relief montagneux. Les délais de réalisation sont dépassés de plus de deux années. A voir la cadence des travaux, c'est à ne plus en finir.

Daoud Allam

SIDI-BEL-ABBÈS

Les gardes communaux licenciés entre 1994 et 2004 exigent leur réintégration

Des dizaines de gardes communaux de Sidi-Bel-Abbès, licenciés entre 1994 et 2004, ont, dans la journée de mardi dernier, observé un sit-in devant le siège de la wilaya pour exiger leur réintégration et le versement de toutes leurs primes, à savoir celle de risque, de responsabilité, de port d'arme, et ce, avec effet rétroactif, depuis la date de licenciement.

D'après la pétition, dont une copie a été remise à la maison de la presse, le nombre de gardes communaux licenciés entre 1994

et 2004 avoisine les 1000 à Sidi-Bel-Abbès. Selon eux, ils ont été recrutés avant 1994 et avaient exercé sous le commandement

de la gendarmerie nationale, puisqu'à l'époque la garde communale n'existait pas. Ils disent avoir abandonné leurs lopins de terre pour répondre à l'appel du devoir national pour la sauvegarde de l'unité du pays.

Mais quelques années plus tard, entre 1994 et 2004, des décisions de licenciement avaient touché un grand nombre d'entre eux, 100 au total, et ce, sans

aucune indemnisation.

Les gardes communaux exigent leur réintégration dans les postes qu'ils occupaient avant, précisent-ils. Le sit-in observé mardi dernier étant resté sans suite, ces derniers menacent de recourir dans les prochains jours à un autre sit-in, et cette fois-ci, ils seront accompagnés de leurs familles, tiennent-ils à noter.

A. M.

AFFAIRE DU POLICIER ET DU GLD ÉGORGÉS DANS UN TRANSPORT RURAL

Un terroriste écope de 15 ans de réclusion criminelle

Dans la journée du mardi 29 mars dernier, la cour criminelle de Sidi-Bel-Abbès a jugé le terroriste M. Y. âgé de 36 ans, accusé d'avoir été avec d'autres terroristes à l'origine d'un climat de terreur et d'insécurité parmi les habitants d'enlèvement et meurtre sur un policier et un GLD retrouvés égorgés dans un transport rural.

L'affaire, selon l'arrêt de renvoi, remonte à octobre 1995, lorsque deux groupes de terroristes dont l'accusé ont, à un faux barrage,

érigé sur le chemin de wilaya n°4 reliant Tenira et Hassi Daho, intercepté un Karsan qui faisait du transport rural.

Tous les passagers ont été invités à descendre du véhicule à l'exception du policier et du GLD. Ces deux derniers ont été enlevés à bord de ce même véhicule par les terroristes et emmenés vers une destination inconnue.

Les recherches déclenchées par la gendarmerie ont permis, plus tard, de retrouver le véhicule abandonné sur le chemin de wilaya n°57, menant à Oued Sefioum (Sidi Bel-Abbès), et à son bord, les corps des 2 victimes

ligotées et égorgées. Lors de l'enquête diligentée par les services de sécurité, les passagers du véhicule intercepté sur le chemin de wilaya n°4 ont reconnu quelques-uns des éléments terroristes, dont M. Y., un enfant de la région.

Après son arrestation et même après comparution devant la cour criminelle, l'accusé a nié toute implication dans cette affaire.

L'avocat du ministère public a requis la peine capitale contre l'accusé mais, après délibération, il n'a écopé que de 15 ans de réclusion criminelle.

A. M.

ILS ACTIVAIENT À BLIDA, BOUIRA ET BORDJ-BOU-ARRERIDJ

Deux voleurs de voitures arrêtés par la BRI de Blida

Les éléments de la brigade de recherches et d'investigations de la sûreté de wilaya de Blida ont réussi à mettre hors d'état de nuire un réseau de trafic de véhicules qui ciblait les agences de location de voitures dans les wilayas de Blida, Bouira et Bordj-Bou-Arréridj.

C'est à la suite d'informations sur l'activité de ce réseau que les éléments de la BRI ont tendu deux souricières qui se sont soldées par l'arrestation de deux individus répondant aux initiales

de B. L., 42 ans, et K. S., 29 ans. Le premier cité a été arrêté en flagrant délit de vol d'une voiture appartenant à une agence de location, située à Béni Tamou, à 10 kilomètres au nord de Blida.

Son acolyte a été également appréhendé en train de s'emparer d'une autre voiture stationnée au parking du marché Guessab de Blida, à l'aide du double de la clé qu'il avait confectionné après avoir loué une voiture auprès d'une agence de location à Médéa. La perquisition des domiciles des mis en cause a permis de découvrir le double d'une clé de voiture de marque Hyundai

ainsi que des plaques d'immatriculation. Les deux individus arrêtés avoueront avoir volé, avec la même tactique, plusieurs voitures dans les wilayas de Bouira et de Bordj-Bou-Arréridj qu'ils ont revendues ensuite chacune au prix de 12 millions de centimes.

Présentés devant le procureur de la République, ils ont été écroués.

M. B.

Les personnel de l'agence 213 de la CPA en grève

Le personnel de l'agence 213 de la CPA (Crédit populaire d'Algérie) a observé hier, une journée de grève pour réclamer entre autres l'amélioration des conditions de travail, les promotions, pour l'ensemble des fonctionnaires, gelées depuis plusieurs années, le recrutement de nouvelles personnes pour améliorer les prestations et faire face au rush des clients et à l'étude de dossiers émanant de l'Ansej et de la Cnac.

Pour rappel, l'agence compte 9 personnes, dont la directrice. L'agence est soumise à une pression quotidienne de la part de la population, sans commune mesure et sans répit. «Cette situation intenable est très dure. Nous souffrons le martyre», ont martelé certains fonctionnaires au bord de la crise de nerfs.

D. A.

HÔPITAL OKBI
DE GUELMA

Grogne chez les anesthésistes

Les anesthésistes de l'EPH Okbi de Guelma se sont regroupés hier devant les bureaux de la direction générale de la structure pour revendiquer la reconnaissance de leur statut particulier spécifique et la libération du régime indemnitaire. Les protestataires revêtus de leurs tenues de bloc opératoire ont, en effet, décidé d'observer un sit-in, en réponse à l'appel à une journée de protestation pour le 29 mars, lancé par l'ensemble des auxiliaires médicaux en anesthésie-réanimation algériens (AMAR).

Néanmoins, les grévistes assurent que «les cas urgents sont pris en charge dans le cadre du service minimum».

Noureddine Guergour

RECTIFICATIF

Dans le compte-rendu du procès des policiers soudoyés par l'homme d'affaires Abderrahmane Achour, dans notre édition d'hier, il a été indiqué que ce dernier a écopé d'une peine de 12 ans de prison, en guise de titre de l'article. En fait, comme indiqué dans l'article en question, Abderrahmane Achour a été condamné à sept années de prison ferme.

Et contrairement au contenu de l'article, le surtitre faisait état du «procès en appel de l'affaire BNA» alors que ce n'était pas le cas puisqu'il s'agissait du procès des policiers accusés, entre autres, de corruption. Toutes nos excuses à nos lecteurs.